PRÉFÈTE
DE L'AUBE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aube**

Service santé, protection animales et environnement
2 rue Fernand Giroux
CS70368
10025 TROYES CEDEX

TROYES, le 10/03/2023

# Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2023

## Contexte et constats

Publié sur GÉORISQUES

**SCEAU SANDRA**

31 RUE DU CHAMP PRIEUR
10320 LONGEVILLE-SUR-MOGNE

Références : 2023-00300
Code AIOT : 0100015103

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2023 dans l'établissement SCEAU SANDRA implanté 31 RUE DU CHAMP PRIEUR 10320 LONGEVILLE-SUR-MOGNE. L'inspection a été annoncée le 20/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( https://www.georisques.gouv.fr/ ).

Inspection suite plaintes.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEAU SANDRA
- 31 RUE DU CHAMP PRIEUR 10320 LONGEVILLE-SUR-MOGNE
- Code AIOT : 0100015103
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Elevage de chiens déclaré au titre des ICPE sous la rubrique n°2120 pour un effectif de 20 chiens de plus de quatre mois.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Conformité de l'installation à la déclaration | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 2 | Dossier installation classée | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.4 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 6 | Règles d'implantation | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 2.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 12 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 13 | Consignes de sécurité | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4.7 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 14 | Lutte contre les insectes et les rongeurs | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4.8 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 16 | Eau | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 17 | Eau | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 18 | Eaux de pluie | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 19 | Capacité de stockage des effluents | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.4 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 20 | Traitement des effluents | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.4.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 21 | Interdiction de rejet | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.5 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 23 | Vérification périodique des installations électriques | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.6 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|---|---|---|
| 3 | Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.5 | / | Sans objet |
| 4 | Changement d'exploitant | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.6 | / | Sans objet |
| 5 | Cessation d'activité | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.7 | / | Sans objet |
| 7 | Accessibilité | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 2.5 | / | Sans objet |
| 8 | Ventilation | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 2.6 | / | Sans objet |
| 9 | Surveillance de l'exploitation | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.1 | / | Sans objet |
| 10 | Contrôle de l'accès | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.2 | / | Sans objet |
| 11 | Propreté | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.4 | / | Sans objet |
| 15 | Lutte contre la fuite des animaux | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4.9 | / | Sans objet |
| 22 | Air – odeurs | Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 6.2 | / | Sans objet |

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les non conformités suivantes ont été relevées et feront l'objet d'une mise en demeure :
- Déclaration d'une activité d'élevage canin au titre des ICPE pour un maximum de 20 chiens de plus de quatre mois. Or le jour du contrôle, il a été constaté la présence de 26 chiens de plus de quatre mois ;
- Installatiosn détenant les chiens situées à moins de 100 mètres des tiers ;
- Absence de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- Absence d'affichage des consignes de sécurité ;
- Absence de plan de lutte contre les insectes et les rongeurs ;
- Absence de vérification des installations électriques ;
- Absence d'installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, etc) ou de tockage des effluents ;
- Absence de réseau de collecte des eaux de nettoyage pour les installations extérieures ;
- Absence d'un système de récupération des effluents conforme à la réglementation en vigueur. Les excréments sont évacués vers le champ du voisin.

- Absence de réseau de collecte des eaux de pluie.
- La vérification périodique des installations électriques n'a pas été présentée lors du contrôle.

**2-4) Fiches de constats**

N° 1 : Conformité de l'installation à la déclaration

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.3 |
| **Thème(s) :** Élevage, Contenu de la déclaration |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>La déclaration précise les effectifs d'animaux présents et les mesures prises relatives aux conditions d'utilisation, de stockage, d'épuration et d'évacuation des effluents et des émanations de toutes natures ainsi que d'élimination des déchets, cadavres et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.<br><br>La déclaration précise quelles sont les mesures mises en place pour limiter les nuisances sonores ainsi que les mesures prises pour la lutte contre l'incendie. |
| **Constats :**<br>Vous avez déclaré votre activité d'élevage canin au titre des ICPE pour un maximum de 20 chiens de plus de quatre mois. Or, le jour du contrôle, il a été constaté la présence de 26 chiens de plus de quatre mois. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 3mois |

N° 2 : Dossier installation classée

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.4 |
| **Thème(s) :** Élevage, Dossier installation classée |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :<br>– le dossier de déclaration ;<br>– les plans tenus à jour ;<br>– « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ;<br>– les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;<br>– les résultats des dernières mesures sur les effluents, le bruit et les odeurs, si elles existent ; |
| **Constats :**<br>Le dossier de déclaration ICPE n'a pas été mis à jour. Présence de 26 chiens de plus de quatre mois au lieu de 20 chiens le jour du contrôle. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 3mois |

N° 3 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.5 |
| **Thème(s) :** Élevage, Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. |
| **Constats :**<br>Absence d'accident ou de pollution accidentelle. |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

N° 4 : Changement d'exploitant

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.6 |
| **Thème(s) :** Élevage, Changement d'exploitant |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. |
| **Constats :**<br>Absence de changement d'exploitant. |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

N° 5 : Cessation d'activité

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 1.7 |
| **Thème(s) :** Élevage, Cessation d'activité |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées, conformément au point 9. |
| **Constats :**<br>L'activité d'élevage canin est toujours en cours d'exploitation. |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

N° 6 : Règles d'implantation

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 2.1 |
| **Thème(s) :** Élevage, Règles d'implantation |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés :<br>– à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;<br>– à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;<br>– à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;<br>– à au moins 500 mètres en amont des pisciculturesetdes zones conchylicoles. Des dérogations liées à la topographie et à la circulation des eaux peuvent être accordées par le préfet.<br><br>Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont implantés sur des terrains de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. |
| **Constats :**<br>Certaines installations détenant les chiens sont situées à moins de 100 mètres des tiers. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 4mois |

N° 7 : Accessibilité

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 2.5 |
| **Thème(s) :** Élevage, Accessibilité |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin. |
| **Constats :**<br>Site accessible aux services de secours. |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**N°** 8 : Ventilation

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 2.6 |
| **Thème(s) :** Élevage, Ventilation |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les bâtiments d'élevage sont ventilés de manière efficace et permanente. |
| **Constats :**<br>Bâtiments correctement ventilés. |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**N°** 9 : Surveillance de l'exploitation

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.1 |
| **Thème(s) :** Élevage, Surveillance de l'exploitation |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. |
| **Constats :**<br>Mme SCEAU / LEBRUN est en charge de la surveillance de son exploitation. |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**N°** 10 : Contrôle de l'accès

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.2 |
| **Thème(s) :** Élevage, Contrôle de l'accès |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. |
| **Constats :**<br>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès aux installations. |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**N°** 11 : Propreté

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.4 |
| **Thème(s) :** Élevage, Propreté |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Toutes les parties de l'installation sont maintenues en bon état d'entretien.<br><br>L'ensemble des bâtiments, parcs d'élevage et annexes est maintenu propre et régulièrement nettoyé.<br><br>Les niches dans lesquelles sont placés les animaux sont construites en matériaux durs, résistants aux chocs, faciles à entretenir et à désinfecter.<br><br>Les sols et les murs des bâtiments d'élevage sont nettoyés chaque jour et désinfectés régulièrement.<br><br>Dans le cas de l'utilisation de litière, celle-ci est entretenue de façon à ne pas provoquer de nuisances (les déjections solides sont enlevées chaque jour).<br><br>Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont maintenus en bon état ; les déjections solides sont enlevées régulièrement lorsque la charge d'animaux dépasse 1 chien/60 mètres carrés. |
| **Constats :**<br>L'ensemble des bâtiments, parc d'élevage et annexes est maintenu propre et régulièrement nettoyé. |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**N°** 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4.3 |
| **Thème(s) :** Élevage, Moyens de lutte contre l'incendie |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les installations techniques (gaz, chauffage, fioul) sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.<br><br>Les vannes de barrage (gaz, fioul, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.<br><br>L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :<br>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;<br>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;<br>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;<br>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.<br><br>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.<br><br>Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection. |
| **Constats :**<br>Absence de moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs). Le plan des locaux permettant l'intervention des services d'incendie et de secours n'a pas été présenté le jour du contrôle. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 4mois |

**N°** 13 : Consignes de sécurité

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4.7 |
| **Thème(s) :** Élevage, Consignes de sécurité |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment principal, des consignes précises indiquant notamment :<br>– le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;<br>– le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;<br>– le numéro d'appel du SAMU : 15 ;<br>– le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112,<br><br>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement. |
| **Constats :**<br>Absence d'affichage des consignes de sécurité. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 3mois |

**N°** 14 : Lutte contre les insectes et les rongeurs

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4.8 |
| **Thème(s) :** Élevage, Lutte contre les insectes et les rongeurs |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire, et doit pouvoir en justifier devant l'inspection (factures ou plan de lutte contre les insectes et les rongeurs ou registre des traitements). |
| **Constats :**<br>Absence de plan de lutte contre les insectes et les rongeurs. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 3mois |

**N°** 15 : Lutte contre la fuite des animaux

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4.9 |
| **Thème(s) :** Élevage, Lutte contre la fuite des animaux |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Toutes mesures sont prises dans toutes les parties de l'installation pour éviter la fuite des animaux (conception et hauteur des clôtures, murs et cloisons...). Des moyens de capture appropriés sont tenus à disposition dans l'établissement, en tant que de besoin. |
| **Constats :**<br>Toutes les mesures sont prises dans toutes les parties des installations pour éviter la fuite des animaux. |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**N°** 16 : Eau

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.1 |
| **Thème(s) :** Élevage, Sols |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Tous les sols des bâtiments d'élevage et des annexes, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes permet l'écoulement des effluents vers le système d'assainissement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des parcs d'ébat, de travail et d'élevage.<br><br>A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. |
| **Constats :**<br>Absence d'installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, etc) ou de stockage des effluents. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 4mois |

**N°** 17 : Eau

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.2 |
| **Thème(s) :** Élevage, Eaux de nettoyage |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers le système d'assainissement des effluents. |
| **Constats :**<br>Absence de réseau de collecte des eaux de nettoyage pour les installations extérieures. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 4mois |

**N°** 18 : Eaux de pluie

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.3 |
| **Thème(s) :** Élevage, Eaux de pluie |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.<br><br>Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent.<br><br>Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. |
| **Constats :**<br>Absence de réseau de collecte des eaux de pluie. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 4mois |

**N°** 19 : Capacité de stockage des effluents

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.3.4 |
| **Thème(s) :** Élevage, Capacité de stockage des effluents |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Lorsqu'ils existent, les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.<br><br>En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité de stockage permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois au minimum. La capacité de stockage peut être augmentée pour tenir compte notamment des particularités climatiques et de la valorisation agronomique.<br><br>Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace.<br><br>Les nouveaux ouvrages sont dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. Les ouvrages de stockage des effluents liquides construits après la publication du présent arrêté au Journal officiel sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe II de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage. |
| **Constats :**<br>Absence d'ouvrages de stockage des effluents. Les excréments des chiens sont évacués vers le champ voisin d'après les dires de madame SCEAU/LEBRUN. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 4mois |

**N°** 20 : Traitement des effluents

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.4.1 |
| **Thème(s) :** Élevage, Mode de traitement des effluents |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Les effluents (solides et liquides) de l'installation sont traités :<br>- soit dans un système d'assainissement individuel (du type fosse septique étanche, fosse à tranchée filtrante...) dans les conditions prévues au 5.4.2, sans préjudice des dispositions de la réglementation en vigueur concernant ces systèmes et notamment des dispositions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et dans le respect des recommandations du service public d'assainissement non collectif ;<br>- soit sur un site spécialisé (centre d'enfouissement, centre de compostage...) dans les conditions prévues au 5.4.3 ;<br>- soit dans une station d'épuration propre à l'installation, dans les conditions prévues au 5.4.4 ;<br>- soit par épandage sur des terres agricoles, conformément aux dispositions du 5.7 ;<br>- soit par tout autre moyen équivalent autorisé par le préfet.<br><br>Le déversement, direct ou après traitement, des effluents dans le réseau public est soumis à autorisation de déversement, conformément à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.<br><br>En zone d'excédent structurel, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action, pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, sont applicables à l'installation.<br><br>Les eaux peu chargées peuvent être traitées selon les procédés autorisés par la réglementation relative aux programmes d'action pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001. |
| **Constats :**<br>Aucun système de récupération des effluents conforme à la règlementation en vigueur n'a été mis en place. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 4mois |

**N°** 21 : Interdiction de rejet

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 5.5 |
| **Thème(s) :** Élevage, Interdiction de rejet |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Tout rejet direct d'effluents dans le milieu naturel est interdit. |
| **Constats :**<br>Aucun système de récupération des effluents conforme à la règlementation en vigueur n'a été mis en place. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 4mois |

**N°** 22 : Air – odeurs

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 6.2 |
| **Thème(s) :** Élevage, Valeurs limites et conditions de rejet |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>L'exploitant prend des dispositions pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. |
| **Constats :**<br>Absence d'odeurs, de gaz et de poussières. |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**N°** 23 : Vérification périodique des installations électriques

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 3.6 |
| **Thème(s) :** Élevage, Vérification périodique des installations électriques |
| **Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet |
| **Prescription contrôlée :**<br>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.<br><br>Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées. |
| **Constats :** Les rapports de vérification des installations électriques n'ont pas été présentés lors du contrôle. |
| **Type de suites proposées :** Avec suites |
| **Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription |
| **Proposition de délais :** 3 mois |